



13 février 2023

Dest. : Éric Girard, ministre
Ministère des Finances du Québec
390, boulevard Charest Est
Québec G1K 3H4
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca.

Objet : Soumission de l'Association nationale des retraités fédéraux aux consultations sur le budget provincial du Québec

Monsieur le Ministre,

L'Association nationale des retraités fédéraux (Retraités fédéraux) est le plus important organisme national de défense des membres actifs et retraités de la fonction publique fédérale, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; des juges de nomination fédérale; ainsi que de leurs partenaires et de leurs survivant·e·s. Depuis 1963, Retraités fédéraux défend les intérêts de ses membres et de tous les retraité·e·s. En collaboration avec nos bénévoles et plus de 167 000 membres d'un océan à l'autre, nous continuons de revendiquer des politiques judicieuses pour améliorer la vie de tous les Canadien·ne·s à la retraite, et pour protéger les pensions et les prestations durement acquises par nos membres. Au Québec, nous comptons 32 966 membres qui aimeraient se faire entendre voix lors des consultations budgétaires du Québec et de l'élaboration de votre budget provincial 2023-2024.

Les personnes à la retraite sont souvent ignorées ou sous-représentées lorsqu'il s'agit d'élaborer des plans budgétaires et financiers pour les dépenses publiques d'une province, malgré le fait qu'elles constituent un segment croissant de la population de la province. Le Québec doit donc tenir compte de l'apport des personnes âgées lors des consultations budgétaires.

Retraités fédéraux demande respectueusement que le Québec tienne compte des recommandations suivantes lors de l'élaboration du budget et des programmes de cette année.

Recommandation n° 1 : Améliorer l'accès aux soins primaires de base

Des soins de santé de qualité doivent être disponibles au moment et à l'endroit où les personnes âgées en ont besoin. Les soins intégrés et les services de santé primaires doivent répondre au vieillissement de la population du pays. Cela nécessite des investissements dans les soins primaires, les soins à domicile et les soins de longue



durée, en mettant l'accent sur les soins gériatriques pour garantir la disponibilité et l'accessibilité des services le plus près possible du domicile.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des problèmes systémiques de longue date dans le domaine des soins de longue durée, à domicile et en milieu communautaire au Canada. Nos membres et les autres résident·e·s du Québec ne devraient plus avoir à faire face aux conséquences d'un système fragmenté et sous-financé. Il est temps pour nous tous que le système de soins de santé provincial public soit universel, bien financé et entièrement planifié. Nous exhortons le Québec à tenir compte du fait que ses résident·e·s âgés ont besoin à la fois d'un accès à des soins primaires cohérents et de consultations et de services spécialisés au besoin.

Recommandation n° 2 : Améliorer la disponibilité des services de soins de longue durée et de soins à domicile

Nous constatons que votre dernier budget provincial a fait des efforts pour augmenter l'accès aux foyers de soins de longue durée et aux soins à domicile. Nous exhortons le Québec à continuer d'investir dans des lits de soins de longue durée pour les résident·e·s de votre province qui ne sont plus en mesure de rester chez eux.

Nous exhortons également votre comité à envisager d'améliorer les options de soins à domicile pour les citoyen·e·s âgés qui souhaitent rester à leur domicile le plus longtemps possible, afin de bénéficier de la familiarité de leur environnement, de leur famille et de leur communauté. Les soins à domicile nécessitent un changement adapté, pour fournir davantage de soins à domicile et en milieu communautaire, ce qui est moins coûteux et produit de meilleurs résultats en matière de santé et de qualité de vie.

Enfin, en raison de l'annonce récente de normes sur les soins de longue durée à la suite des travaux effectués par le Conseil canadien des normes (CCN), l'Association canadienne de normalisation (Groupe CSA) et l'Organisation des normes de santé (ONS), nous exhortons tous les gouvernements du Canada à adopter les normes sur les soins de longue durée de la rigueur la plus élevée qui soit, y compris des mécanismes de responsabilisation visant les fournisseurs de soins de longue durée.

Les renseignements sur la façon d'obtenir les rapports se trouvent ci-dessous :

1. <https://healthstandards.org/fr/nouvelles/le-groupe-csa-et-hso-publient-des-normes-nationales-pour-les-soins-de-longue-duree/>
2. <https://www.csagroup.org/fr/store/product/CSA%20Z8004%3A22%20CANADA/>
3. <https://healthstandards.org/fr/norme/soins-de-longue-duree-canhs0-21001-2023-f/>



Recommandation n° 3 : Améliorer les mesures d'aide financière et les investissements dans les outils et les programmes de soutien aux aidant·e·s naturels.

Les aidant·e·s naturels et non rémunérés sont, le plus souvent, les principales personnes à donner des soins aux Canadien·ne·s âgés. Il s'agit généralement de femmes et de membres de la famille proche qui passent des heures, pendant des années, à prendre soin d'un·e conjoint·e ou d'un parent. Et pourtant, lorsqu'il s'agit de reconnaître leur travail, ces personnes sont invisibles. Nous demandons au Québec de tenir compte de la contribution des aidant·e·s naturels âgés et d'envisager d'améliorer le soutien financier et les programmes destinés à ces personnes.

Au nom de nos 32 966 membres québécois, l'Association nationale des retraités fédéraux vous remercie de votre attention et de considérer d'inclure les recommandations susmentionnées dans le budget et la programmation 2023-2024 du Québec.

Pour toute autre question, veuillez prendre contact avec nous, à l'Association nationale des retraités fédéraux.

Joanne Granger

Agente des programmes de défense des intérêts, Association nationale des retraités fédéraux

jgranger@retraitesfederaux.ca

Sayward Montague

Directrice de la défense des intérêts, Association nationale des retraités fédéraux,
Association nationale des retraités fédéraux

865, ch. Shefford

Ottawa (Ontario) K1J 1H9

Téléphone : 613-745-2559

Courriel : defensedesinterets@retraitesfederaux.ca